

de nations autant européennes que non européennes; en conséquence il s'est engagé à participer à l'effort collectif de développement dont le besoin était si manifeste. C'est à partir de ce moment-là que le programme canadien d'aide aux pays en voie de développement a commencé à prendre de l'expansion,

Pendant les huit années qui ont suivi sa création, le Plan de Colombo était le seul programme bilatéral d'assistance du Canada. Le Parlement du Canada y affectait chaque année la somme de 25 millions de dollars. Même si le Canada fournit une aide à d'autres régions du monde, c'est la région visée par le Plan de Colombo qui, aujourd'hui encore, bénéficie de la majeure partie des fonds d'assistance de notre pays. Depuis 1950 jusqu'au mois de mars de cette année, l'assistance bilatérale à la région a atteint 800 millions de dollars, dont une très forte proportion est allée à l'Inde et au Pakistan. Sous ce rapport, le Canada suivait, toutes proportions gardées, l'exemple des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne de l'Ouest. Mes compatriotes me demandent souvent pourquoi une aussi forte proportion de nos fonds sont attribués au sous-continent indien. Il importe de se rappeler, lorsque l'on fait des comparaisons de cette nature, que l'Inde et le Pakistan ont ensemble une population plus forte que les continents d'Afrique et d'Amérique latine réunis. Au cours des quinze dernières années, l'aide de toutes sources et de tous genres, fournie à l'Inde, atteignait à peine plus de 20 dollars par personne, ce faible chiffre par tête représente toutefois l'énorme placement global de neuf milliards de dollars.

Notre aide à l'Inde et au Pakistan portait surtout sur l'aménagement d'installations énergétiques, qui souvent profitent aussi à l'agriculture, comprenant en outre un volume croissant de denrées alimentaires. Notre programme d'aide à ce titre à l'Inde seule a atteint 75 millions de dollars en 1966, ce qui nous a fait passer devant les États-Unis à titre de fournisseur, tant par rapport à la population que par rapport au produit national brut. Les besoins de l'Inde demeurent immenses et, parfois, lorsque nous considérons la triste situation que nous révèle la statistique d'une population croissante et d'approvisionnements réduits par la sécheresse, nous pourrions être tentés de désespérer. Nous ne devons pas oublier, toutefois, que l'Inde a édifié au cours des quinze dernières années l'importante base d'une structure industrielle moderne et qu'elle a un effectif accru de personnel spécialisé et instruit. En même temps, les richesses latentes de son sol et de ses eaux font que l'Inde est mieux en mesure aujourd'hui d'amorcer son progrès économique qu'elle ne l'était il y a quinze ans. Il en est à peu près de même du Pakistan.

J'aborderai plus loin la question de nos relations multilatérales, mais tout examen de l'aide fournie en vertu du Plan de Colombo serait incomplet sans la mention de la confiance que nous avons à l'égard du succès de la Banque pour le développement en Asie; lors de sa création, l'an dernier, le Canada s'est engagé à faire une contribution initiale de 25 millions de dollars. Les ressources de la Banque permettront, nous l'espérons, la mise en oeuvre de grandes entreprises semblables par l'ampleur et le génie créateur au projet d'aménagement du fleuve Mékong (sous les auspices de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême Orient), dont bénéficieront la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam et qui n'attend que la solution des conflits politiques dans la région pour marquer un grand pas en avant.